

**Nations unies - Débat sur les enfants
dans les conflits armés -
Intervention de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères - Conseil de
sécurité**
(New York, 31 octobre 2017)

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame la Représentante spéciale, Chère Virginia Gamba,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Au nom de la présidence française du conseil de sécurité, je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général et la Représentante spéciale pour leurs discours mais aussi pour leur engagement. Je souhaite leur réitérer le soutien plein et entier de la France dans leur action.

Je souhaite également remercier Monsieur Mubin Shaikh pour son récit important; c'est un témoignage d'alerte. J'ai une pensée également pour l'UNICEF et les acteurs de la société civile qui se mobilisent ; ils nous aident chaque jour sur le terrain à faire avancer cet agenda. Je tiens à remercier enfin nos partenaires suédois, italien et sénégalais, avec qui nous avons étroitement coopéré pour inscrire ce débat dans la continuité de la conférence de Paris du 21 février dernier.

Nous devons avancer vers notre objectif : un monde sans enfants victimes des conflits. Nous avons une responsabilité collective pour faire en sorte que les enfants se trouvent là où ils doivent être, sur les bancs des écoles et entourés de l'affection de leurs familles, et non sur les champs de bataille. C'est une obligation morale universelle.

Pour cela, la communauté internationale s'est mobilisée, depuis plus de vingt ans, pour dénoncer, mettre fin et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants par des États et des groupes armés non-étatiques. Comme cela a été exposé par le Secrétaire général et la Représentante spéciale, les efforts de la communauté internationale ont permis de réelles avancées : plus de 110.000 enfants soldats ont été libérés depuis 2000, dont près de 60.000

entre 2007 et 2015.

L'engagement de mon pays pour la protection des enfants dans les conflits armés est historique. Depuis 1999, la France a promu l'adoption d'outils efficaces pour protéger les enfants dans les conflits, y compris dans cette enceinte où nous sommes aujourd'hui réunis. Il y a dix ans, Paris a accueilli la conférence «Protégeons les enfants dans la guerre», lors de laquelle ont été adoptés les principes et engagements de Paris, auxquels il a été fait allusion tout à l'heure. Nous appelons ceux qui ne l'ont pas encore fait à les endosser ; ils constituent un socle fondamental pour la protection des enfants dans les conflits et la lutte contre les violences odieuses dont ils sont les victimes.

Vous le savez, le conseil de sécurité a adopté six résolutions sur ce sujet, dont la résolution 1612 en 2005, qui est un instrument novateur et fondateur. Par son approche fondée sur des faits, établis grâce à une information de qualité, cet instrument permet d'aborder de manière neutre et impartiale ces enjeux. Le mécanisme de surveillance et d'alerte à la disposition du Secrétaire général des Nations unies joue, à cet égard, un rôle majeur.

Mais en dépit de ces progrès, beaucoup reste encore à faire. 230 millions d'enfants vivent encore dans des pays ou des zones de conflits armés. Sur ces théâtres de crise, ils continuent d'être recrutés, séparés de leurs familles, privés d'éducation, de soins, de leur liberté.

Il faut dire les choses : les enfants sont désormais les cibles et les outils de la terreur. Ils subissent de plein fouet les conflits asymétriques qui caractérisent notre époque. Comme en témoignent les annexes de votre rapport, Monsieur le Secrétaire général, les groupes armés non-étatiques sont de loin majoritairement responsables de ces violations. Sur environ 15.000 violations, 11.500 sont de leur fait. La situation en Syrie, en Afghanistan, en Irak, en Somalie, au Yémen, nous le rappellent tristement. Parmi eux, les groupes terroristes sont particulièrement responsables de ce terrible changement d'échelle.

Nous constatons aussi que les méthodes de recrutement se sont diversifiées : à l'embrigadement forcé s'ajoute la radicalisation et le recrutement sur internet. L'utilisation, ou plutôt l'exploitation des enfants a aussi évolué : ils sont désormais utilisés comme bombes humaines ou comme boucliers humains. Les filles, plus particulièrement, subissent des violences sexuelles, elles sont réduites en esclavage ou vendues par des réseaux de traite, mariées de force et doivent subir des grossesses forcées. Nous gardons tous en mémoire le sort des enfants yézidis d'Irak, ou des filles de Shibok au Nigéria.

Mais l'indignation ne suffit pas. Les mots doivent conduire aux actes. Ce conseil, comme depuis l'origine de l'agenda «enfants dans les conflits armés», a un rôle-clé à jouer en ce sens.

Nous devons mener une action collective et avant toutes choses rassembler, premier axe, l'information la plus complète possible sur ces violations. Le rapport du Secrétaire général est en cela un outil indispensable. Nous soutenons aussi, Madame la Représentante spéciale, votre démarche de faire très prochainement un bilan à jour des bonnes pratiques et des solutions qui ont déjà permis d'atteindre des résultats.

Deuxièmement, nous devons prévenir. Et pour cela nous pouvons nous appuyer sur les efforts précédemment accomplis pour prévenir l'extrémisme violent, avec un objectif : bâtir ensemble des plans concrets pour assurer cette prévention, en tenant compte des nouvelles modalités de recrutement que j'ai déjà mentionnées. La lutte contre la radicalisation sur internet, l'endoctrinement ou l'enrôlement forcé sur le terrain en font partie. Pour une prévention plus efficace, nous pouvons aussi nous servir des résultats obtenus par les campagnes de sensibilisation, je pense à la campagne «enfants pas soldats», en portant une attention particulière aux groupes armés non étatiques.

L'éducation est aussi un enjeu majeur. Commençons par protéger les écoles qui sont souvent attaquées et occupées par les belligérants. C'est pourquoi la France a décidé, le 21 février dernier, d'endosser la déclaration pour la sécurité des écoles. Nous ne pouvons plus tolérer les «générations perdues» d'enfants, comme en Syrie, qui sont exclus par millions de toute scolarisation. Et là où des progrès ont été accomplis, il faut s'assurer qu'il n'y ait pas de recul et rester vigilants. Je pense par exemple aux enfants qui ont été utilisés par les groupes armés en République centrafricaine : nous devons nous assurer qu'ils puissent retourner à un environnement sain.

Informers. Prévenir. Troisièmement, renforcer notre action sur le terrain.

C'est le sens des actions que nous menons étroitement avec l'UNICEF au Nigéria ou au Yémen pour permettre la réintégration des enfants qui ont été associés à des groupes armés. Les forces armées, y compris les opérations des Nations unies - et je pense en particulier aux OMP -, doivent se doter de concepts opérationnels clairs qui intègrent la prévention et la protection des enfants. À cet égard, le déploiement des conseillers de protection de l'enfant est essentiel. Nous accordons toute notre confiance au Secrétaire général pour continuer de renforcer cette dimension dans les OMP.

Les plans d'action signés avec l'ONU constituent aussi un outil très important ; je note avec grand intérêt l'idée de la Représentante spéciale d'oeuvrer aussi au niveau régional et sous-régional. Les progrès soulignés dans le rapport, comme au Mali ou en Colombie, se font souvent dans ce cadre régionalisé.

Enfin, quatrièmement, nous devons réintégrer les enfants dans le respect des normes internationales et lutter contre l'impunité.

Réintégrer dans les normes internationales. Les États doivent prendre leurs responsabilités et ratifier les instruments internationaux qui contribuent à la protection des enfants dans les conflits armés.

Réintégrer. Il faut aussi tout mettre en oeuvre pour faciliter et pérenniser le retour des enfants victimes de conflits dans leurs familles, tout en prenant en compte leur suivi, notamment sur le plan psychologique, face aux traumatismes qu'ils ont eu à subir. La société civile fait beaucoup pour cela, je pense à Save the Children par exemple, mais c'est d'abord aux États d'être responsables de ces politiques.

Enfin, la lutte contre l'impunité, indispensable. Des initiatives ont été prises, par la Cour pénale internationale et par plusieurs États, je pense à la Colombie, par exemple. Elles sont importantes. Toutes les pressions possibles doivent être exercées sur ceux qui commettent ces violences. S'agissant de la réalité particulièrement accablante que représentent les violences sexuelles, je voudrais redire, Monsieur le Secrétaire général, notre soutien à votre politique de tolérance zéro. Justice doit être rendue pour ces crimes.

Mesdames et Messieurs,

L'intérêt supérieur de l'enfant doit prévaloir. Quel autre projet pourrait plus fondamentalement nous unir que celui de notre avenir commun, celui de nos enfants ? Nous avons une responsabilité collective.

C'est pourquoi le respect et le renforcement des droits de l'enfant doivent rester au coeur de notre action. Je compte sur votre engagement./.